

Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 32329**

Intitulé

MASTER : MASTER Mention "Droit international et droit européen"

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Université Toulouse 1 Capitole	Recteur de l'Académie de Toulouse, Chancelier des universités, Présidente de l'Université Toulouse 1 Capitole

Niveau et/ou domaine d'activité

I (Nomenclature de 1969)

7 (Nomenclature Europe)

Convention(s) :

Code(s) NSF :

128 Droit, sciences politiques

Formacode(s) :

Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

Cette mention comprend les parcours types suivants :

- Master (M1) mention Droit International et Droit Européen parcours type Droit International et Droit Européen
- Master (M1) mention Droit International et Droit Européen parcours type International and European Law (MIEL)
- Master (M2) mention Droit International et Droit Européen parcours type Comparative & European Private International Law (CEPIL)
- Master (M2) mention Droit International et Droit Européen parcours type Droit de la Coopération Economique et des Affaires Internationales (Hanoi - Vietnam)
- Master (M2) mention Droit International et Droit Européen parcours type Droit International et Comparé (MADIC)
- Master (M2) mention Droit International et Droit Européen parcours type Droit International et Comparé des Affaires (Hô Chi Minh Vietnam)
- Master (M2) mention Droit International et Droit Européen parcours type Droits des Libertés
- Master (M2) mention Droit International et Droit Européen parcours type International Business Law (IBL)
- Master (M2) mention Droit International et Droit Européen parcours type International Economic Law-MINTEC
- Master (M2) mention Droit International et Droit Européen parcours type Juriste Européen Programme Droit Européen Général
- Master (M2) mention Droit International et Droit Européen parcours type Juriste Européen Programme Espace, Liberté, Sécurité, Justice
- Master (M2) mention Droit International et Droit Européen parcours type Juriste Européen, sous parcours Franco-hellénique - Programme Protection des Droits et Espace Social Européen
- Master (M2) mention Droit International et Droit Européen parcours type Juriste International
dont les activités et les compétences ou capacités attestées sont décrites ci-après.

Les titulaires de ce diplôme sont des généraliste et polyvalents du droit public (droit administratif appliqué, la gestion publique et la valorisation du patrimoine public, les finances publiques spéciales et le droit fiscal). Ils peuvent exercer au sein d'organismes publics, de collectivités locales ou d'entreprises ayant à traiter de questions de droit public.

Liste des activités visées par le diplôme, le titre ou le certificat

- Application et contrôle des règles de droit international, privé, en droit de l'Union européenne (général ou matériel), en droit européen des libertés et en droit comparé.
- Conseil aux entreprises et aux organisations en matière de droit international, privé, en droit de l'Union européenne (général ou matériel), en droit européen des libertés et en droit comparé.
- Montage et suivi des dossiers de contentieux.
- Actualisation des informations législatives et réglementaire en droit international, privé, en droit de l'Union européenne (général ou matériel), en droit européen des libertés et en droit comparé.
- Effectuer du lobbying auprès des institutions communautaires et organisations internationales.

Compétences ou capacités attestées

- Maîtriser les procédures contentieuses européennes et internationales.
- Etudier les fonds structurels, sources de financement et subventions des organismes internationaux et européens.
- Mener en autonomie des analyses juridiques complexes dans le domaine du droit international, privé, en droit de l'Union européenne (général ou matériel), en droit européen des libertés et en droit comparé.
- Prévenir et résoudre les litiges en interprétant le droit.
- Gérer les contentieux et rédiger des accords.
- Elaborer et présenter des plaidoiries (contentieux civil international, contentieux des affaires internationales...).
- Se positionner au sein d'une équipe pluridisciplinaire.
- Rédiger des documents juridiques.
- Informer sur les règles des organisations internationales ou européennes.

Compétences transversales :

- Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes
- Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif
- Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation
- Actualiser ses connaissances par une veille dans son domaine, en relation avec l'état de la recherche et l'évolution de la réglementation
- Evaluer et s'autoévaluer dans une démarche qualité
- S'adapter à différents contextes socio-professionnels et interculturels, nationaux et internationaux
- Rédiger des cahiers des charges, des rapports, des synthèses et des bilans,
- Communiquer par oral et par écrit, de façon claire et non-ambiguë, en français et dans au moins une langue étrangère, et dans un registre adapté à un public de spécialistes ou de non-spécialistes
- Utiliser les outils numériques de référence et les règles de sécurité informatique pour acquérir, traiter, produire et diffuser de l'information de manière adaptée ainsi que pour collaborer en interne et en externe

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

- O - Administration publique
- S - Autres activités de services
- P - Enseignement
- U - Activités extra-territoriales

Juriste financier
 Juriste responsable du service contentieux
 Juriste international junior
 Juriste d'association
 Chargé de développement de projets
 Assistant de justice
 Assistant parlementaire
 Enseignant dans l'enseignement supérieur
 Par ailleurs, de nombreux métiers sont accessibles sur concours avec le grade de Master (avocat, fonction publique).

Codes des fiches ROME les plus proches :

- K1902 : Collaboration juridique
- K1903 : Défense et conseil juridique
- K2108 : Enseignement supérieur
- M1402 : Conseil en organisation et management d'entreprise

Réglementation d'activités :

Non concerné

Modalités d'accès à cette certification

Descriptif des composantes de la certification :

Les modalités du contrôle permettent de vérifier l'acquisition de l'ensemble des aptitudes, connaissances et compétences constitutives du diplôme. Celles-ci sont appréciées soit par un contrôle continu et régulier, soit par un examen terminal, soit par ces deux modes de contrôle combinés.

Chaque bloc d'enseignement a une valeur définie en crédits européens (ECTS). Le nombre de crédits par unité d'enseignement est défini sur la base de la charge totale de travail requise et tient donc compte de l'ensemble de l'activité exigée : volume et nature des enseignements dispensés, travail personnel requis, des stages, mémoires, projets et autres activités. Pour l'obtention du diplôme de master, une référence commune est fixée correspondant à l'acquisition de 120 ECTS au-delà du grade de licence.

Validité des composantes acquises : illimitée

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	OUINON	COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X	Leur composition comprend : - des enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation - des professionnels qualifiés ayant contribué aux enseignements. - des professionnels qualifiés n'ayant pas contribué aux enseignements
En contrat d'apprentissage	X	

Après un parcours de formation continue	X	Leur composition comprend : - des enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation - des professionnels qualifiés ayant contribué aux enseignements. - des professionnels qualifiés n'ayant pas contribué aux enseignements
En contrat de professionnalisation	X	Leur composition comprend : - des enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation - des professionnels qualifiés ayant contribué aux enseignements. - des professionnels qualifiés n'ayant pas contribué aux enseignements
Par candidature individuelle	X	Leur composition comprend : - des enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation - des professionnels qualifiés ayant contribué aux enseignements. - des professionnels qualifiés n'ayant pas contribué aux enseignements
Par expérience dispositif VAE prévu en 2002	X	Le jury est composé : - d'une majorité d'enseignants-chercheurs - des personnes ayant une activité principale autre que l'enseignement et compétentes pour apprécier la nature des acquis, notamment professionnels, dont la validation est sollicitée.

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS

ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX

Base légale

Référence du décret général :

Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

Arrêté du 11 juillet 2018 accréditant l'Université Toulouse-I en vue de la délivrance de diplômes nationaux (mention dérogatoire)

Référence du décret et/ou arrêté VAE :

V.A.E : Code de l'éducation : article L613-3 et L613-4

Références autres :

Arrêté du 22 janvier 2014 fixant les modalités d'accréditation d'établissements d'enseignement supérieur

Arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master

Arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master, publié au J.O du 27 avril 2002

Arrêté du 4 février 2014 fixant la nomenclature des mentions du diplôme national de master

Pour plus d'informations

Statistiques :

<http://www.ut-capitole.fr/orientation-et-insertion/etudes-sur-les-parcours-et-l-insertion-professionnelle/>

Autres sources d'information :

<http://www.ut-capitole.fr>

<http://www.ut-capitole.fr/formations/nos-diplomes/masters/nos-masters-en-droit-327402.kjsp?RH=1319186557727>

Université Toulouse 1 Capitole

Lieu(x) de certification :

Université Toulouse 1 Capitole : Midi-Pyrénées Languedoc-Roussillon - Haute-Garonne (31) [Toulouse]

Université Toulouse 1 Capitole - 2, rue du Doyen Gabriel Marty - 31042 Toulouse cedex

Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

Toulouse

Albi

Historique de la certification :